

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FIDUCIAL FIDUBANQUE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 25 000 000 €

Siège Social : 41, rue du Capitaine Guynemer – 92400 COURBEVOIE
302 077 458 R.C.S. NANTERRE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Fiducial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03 exposées dans la note 5.1 de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des dépréciations pour risque de crédit sur les encours de crédits à la clientèle

Risque identifié	Procédure d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés
<p>Comme indiqué dans la note 5.1.3. de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité des clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces dépréciations sont enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut (encours douteux) ainsi que sur les encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans le classement des encours par catégorie, d'une part, et dans la détermination des pertes attendues et des délais de recouvrement, d'autre part, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l'audit des comptes annuels.</p> <p>Les dépréciations sur les créances de la clientèle sont présentées dans les notes 5.2.2 et 5.2.3. de l'annexe aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2025 à 16,9 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour catégoriser les créances (douteux et non douteux) et évaluer le montant des pertes attendues ou avérées sur ces créances.</p> <p>Nous avons testé les contrôles mis en œuvre par la direction pour l'identification des encours non douteux et douteux et l'évaluation des espoirs de recouvrement et dépréciations. Nous avons pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi de ces créances.</p> <p>S'agissant des dépréciations sur encours douteux et non douteux, les travaux que nous avons réalisés ont principalement consisté à examiner le dispositif mis en place pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ pris connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations ainsi que des procédures de contrôle interne portant sur l'identification des indicateurs de dépréciation ; ▶ testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la banque relatifs à ces procédures ; ▶ examiné les modalités de mise à jour des valeurs recouvrables ou de réévaluation de la valeur des garanties ; ▶ vérifié les calculs de dépréciation sur la base d'un échantillon de dossiers ; ▶ réalisé des procédures analytiques de l'évolution des encours et des dépréciations. <p>Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Fiducial par l'assemblée générale du 27 juin 2019 pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés et par l'assemblée générale du 8 novembre 2017 pour le cabinet Escoffier.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Cailliau Dedouit et Associés était dans la 7^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Escoffier dans la 9^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

► il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

► il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et à Paris, le 5 mai 2026

Cabinet ESCOFFIER
Sylvie Castel-Sames
Associée

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES
Stéphane Lipski
Associé

RAPPORT FINANCIER- 31 décembre 2025

1. INFORMATIONS GENERALES & FAITS MARQUANTS – EVENEMENTS POST-CLOTURE

1.1 Informations générales et faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2025 Banque Fiducial a poursuivi sa croissance et atteint un PNB de 46,7 M€ (+11 %).

La banque a fait l'objet d'une vérification de comptabilité de la part de l'administration fiscale au titre des exercices 2022 et 2023, puis d'une extension du contrôle qui a concerné la TVA déduite pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 août 2025 et la taxe sur les salaires pour l'exercice 2024.

L'ensemble des corrections notifiées ont été acceptées et régularisées en 2025.

Les charges générales d'exploitation de l'exercice ont augmenté de 13 M€, intégrant les conséquences du contrôle fiscal et traduisant les efforts engagés pour le développement commercial et la transformation des outils informatiques de la Banque.

1.2 Événements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

2. BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF <i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques Centrales, CCP	284 753	232 767
Effets publics et valeurs assimilées (note 4)	31 245	31 315
Créances sur les Etablissements de Crédit (note 1)	128 110	144 142
Opérations avec la clientèle (note 2)	113 617	78 887
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 4)	266 462	244 769
Actions et autres titres à revenu variable (note 4)		
Immobilisations incorporelles (note 5)	1 803	86
Immobilisations corporelles (note 5)	1 391	1 663
Immobilisations financières (note 5)	919	873
immobilisations en cours (note 5)	0	0
Autres actifs (note 6)	2 568	3 644
Comptes de Régularisation (note 7)	10 104	7 645
Total de l'Actif	840 972	745 791

PASSIF <i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	2 079	1 721
Opérations avec la clientèle (note 9)	755 909	665 644
Autres Passifs	3 348	3 419
Comptes de Régularisation (note 7)	16 803	13 867
Provisions pour Risques et Charges	1 967	3 035
Dettes subordonnées (note 10)	10 000	10 000
FRBG (note 11)	950	850
Capitaux Propres Hors FRBG (note 12)	49 916	47 255
<i>Capital souscrit</i>	<i>25 000</i>	<i>25 000</i>
<i>Réserves</i>	<i>11 312</i>	<i>11 312</i>
<i>Report à nouveau (+/-)</i>	<i>10 943</i>	<i>8 589</i>
<i>Résultat en instance d'approbation (+/-)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Résultat de l'exercice (+/-)</i>	<i>2 661</i>	<i>2 354</i>
Total du Passif	840 972	745 791

3. HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

HORS BILAN <i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement (note 17)	41 194	47 377
Engagements de garantie (note 17)	38 470	39 686
Autres engagements donnés	448	438
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de garantie (note 17)	132 065	116 243

4. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés - (note 18)	28 696	27 786
- Intérêts et charges assimilées - (note 18)	-2 486	-2 913
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) - (note 19)	22 990	20 757
- Commissions (charges) - (note 19)	-2 469	-2 234
+/- Gains ou pertes sur opérations de change	291	313
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	0	-1 601
+ Autres produits d'exploitation bancaire et non bancaire - (note 20)	168	345
- Autres charges d'exploitation bancaire et non bancaire - (note 20)	-485	-464
PRODUIT NET BANCAIRE	46 704	41 990
- Charges générales d'exploitation - (note 21)	-38 033	-24 535
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 244	-3 269
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7 427	14 186
+/- Coût du risque - (note 22)	-2 583	-5 591
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 844	8 595
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	4 844	8 595
+/- Résultat exceptionnel (note 23)	-	-4 056
- Réserve Spéciale de participation	-	-149
- FRBG (Fond pour Risques Bancaires Généraux)	-100	-850
- Impôt sur les bénéfices - (note 24)	-2 083	-1 187
RESULTAT NET	2 661	2 354

5. ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

5.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements de crédit.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

L'application, à compter du 1^{er} janvier 2025, des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, qui est considérée comme un changement de méthode comptable, n'a eu que peu d'impact sur la présentation des comptes de l'exercice 2025 hormis l'absence de classement de produits ou charges en résultat exceptionnel.

5.1.1. Fait générateur des produits et des charges

Les opérations sont comptabilisées selon le principe de la séparation des exercices, à l'exception de certains produits et de certaines charges qui sont enregistrés lors de leur paiement, ceci concernant notamment la majeure partie des commissions.

5.1.2. Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1.

5.1.3. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les art. 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) : règlement ANC 2014-07 précité.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale et sont détaillées en note 2.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent soit à des engagements irrévocables de concours en trésorerie, soit à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 précité conduit à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées

Il s'agit des créances détenues sur des contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration, et ont donné lieu à des moratoires (cf. note 3).

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

Prêts garantis par l'Etat

Les derniers Prêts Garantis par l'Etat ont été accordés fin juin 2022.

Conformément aux annonces du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance du 14 janvier 2021, les conditions de remboursement sont les suivantes :

- Une première année de franchise
- A l'issue de cette année, le client peut soit rembourser le prêt, soit l'amortir sur une à cinq années supplémentaires, avec la possibilité de prolonger d'un an la franchise en capital sans rallongement de la durée totale du prêt.

Les conditions de rémunération de la garantie sont fixées par l'Etat : la Banque ne conserve qu'une quote-part de la prime de garantie payée par l'emprunteur (dont le montant dépend de la taille de l'entreprise et de la maturité du prêt) rémunérant le risque qu'elle supporte et qui correspond à la portion du prêt non garantie par l'Etat (égal à 10 % du prêt en fonction de la taille de l'entreprise emprunteuse). Cette quote-part de la prime de garantie conservée par la Banque est comptablement assimilée à un produit d'intérêt au terme du crédit.

Ces PGE ont été enregistrés à l'actif du bilan parmi les Opérations avec la clientèle. La quote-part des primes de garantie reçues des emprunteurs et conservée par la Banque en rémunération du risque non couvert par l'Etat est reconnue en résultat, parmi les Intérêts et produits assimilés, au terme du crédit.

Les provisions et dépréciations pour risque de crédit enregistrées au titre des PGE tiennent compte des effets de la garantie de l'Etat

Créances douteuses

Il s'agit des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits),
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement, qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne ou encore qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Parmi les encours douteux, Banque FIDUCIAL distingue :

- les créances compromises (contentieuses) : créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé ;
- les créances non compromises (litigieuses) : créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise. Il est en revanche arrêté lorsque la créance devient compromise et les intérêts alors comptabilisés sont automatiquement provisionnés à 100 %.

Règlementation du Nouveau Défaut mis en œuvre depuis 2021

La banque a mis en œuvre la réglementation du nouveau défaut à travers un module informatique (NDOD) dédié qui permet :

- un déclassement en douteux sur les critères quantitatifs d'arriérés de paiement (90j) et de dépassement de seuils
- un déclassement sur les événements négatifs ayant une incidence sur la capacité du client à rembourser ses encours (UNTP).

Le déclassement « UTP » est exercé à dire d'expert à partir des événements de présomption suivants (liste indicative mais non limitative) :

- Impayés de plus de 90 jours inférieurs aux seuils de matérialités absolus et/ou relatifs
- Prononciation de la déchéance du terme
- Fraude au crédit
- Les sources de revenu récurrent d'un emprunteur ne sont plus disponibles pour honorer le paiement des tranches
- Défaut croisé
- Réserves des CAC
- Informations externes préoccupantes
- Mise en jeu d'une garantie reçue

- un déclassement en cas de restructuration d'un crédit en faveur d'un débiteur qui éprouve ou risque d'éprouver des difficultés à honorer ses engagements financiers (FORBEARANCE), conformément aux articles 47 ter et 178 du CRR.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Banque FIDUCIAL par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations prennent en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Banque FIDUCIAL n'identifie pas de Risque Pays au 31 décembre 2025

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement : Banque FIDUCIAL le détermine avec l'aide de sa Direction des Risques.

5.1.4. Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles du règlement ANC 2014-07 précité pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation de titres à revenu fixe :

- 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières)
- 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières)

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Les titres de placement

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

S'agissant des obligations et autres titres à revenu fixe, la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé de façon linéaire sur la durée de vie résiduelle du titre.

Une dépréciation est enregistrée dès qu'une moins-value latente est observée entre la valeur de marché à la clôture de l'exercice et la valeur d'acquisition.

Concernant les actions et autres titres à revenu variable, les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable » dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

Les revenus des organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les titres d'investissement

Ne sont comptabilisés dans la catégorie 'titres d'investissements' que ceux pour lesquels la Banque Fiducial dispose de la capacité nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalé sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode linéaire.

Il n'est pas constitué de dépréciation sur ces titres si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient.

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours de clôture

- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, on détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant les techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, on utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres, lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance

- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Banque Fiducial n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

5.1.5. Immobilisations

Banque FIDUCIAL applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues par Banque FIDUCIAL :

Agencements	9 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et autres	5 à 10 ans
Logiciels	1 à 5 ans

5.1.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers par nature (notes 8 et 9).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5.1.7. Provisions

Banque FIDUCIAL applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Banque FIDUCIAL a identifié l'ensemble de ses obligations (juridiques ou implicites) résultant d'un évènement passé dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable.

Au titre de ces obligations, Banque FIDUCIAL a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques sur opérations avec la clientèle,
- les risques généraux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges,
- les engagements sociaux : notamment médailles du travail
- les risques fiscaux.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Conformément aux dispositions prévues par la IV^{ème} directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

5.1.8. Opérations en devises

Les créances, dettes et engagements hors bilan sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de la stratégie de placement, la banque a acheté des titres en dollars en 07/2021 qu'elle a couvert par une opération de vente à terme, opération renouvelée en 2024 et qui se dénoue en 07/2025.

5.1.9. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Banque FIDUCIAL.

5.1.10. Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits directement liés à des événements majeurs et inhabituels

5.1.11. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

5.2. INFORMATIONS SUR LE BILAN

5.2.1. Note n° 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	82 492		82 492	77 743		77 743
Comptes et prêts		45 000	45 000		65 000	65 000
Valeurs non imputées			0			0
Sous-Total	82 492	45 000	127 492	77 743	65 000	142 743
Créances rattachées	311	307	617	1 000	399	1 399
Total	82 803	45 307	128 110	78 743	65 399	144 142

5.2.2. Note n° 2 : Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances commerciales	55 280		55 280	29 566		29 566
Comptes ordinaires débiteurs	976		976	1 789		1 789
Autres concours à la clientèle	49 199		49 199	34 304		34 304
<i>Crédits à l'exportation</i>	7 439		7 439	3 632		3 632
<i>Prêts personnels</i>	0		0	0		0
<i>Crédits de trésorerie</i>	12 581		12 581	7 868		7 868
<i>Crédits à l'équipement</i>	10 969		10 969	4 915		4 915
<i>Crédits à l'habitat</i>	9 197		9 197	4 842		4 842
<i>Autres crédits à la clientèle</i>	9 014		9 014	13 048		13 048
Valeurs non imputées	2 475		2 475	1 401		1 401
Créances rattachées	223		223	229		229
Total des concours à la clientèle	108 153		108 153	67 289		67 289
Créances douteuses	22 373	-16 909	5 464	27 201	-15 604	11 597
Total des opérations avec la clientèle	130 527	-16 909	113 617	94 490	-15 604	78 887

REPARTITION DES RISQUES	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Encours douteux	17 187	-12 519	4 668	21 301	-10 900	10 401
Encours douteux compromis	5 186	-4 390	796	5 902	-4 704	1 198
Total des créances douteuses	22 373	-16 909	5 464	27 203	-15 604	11 599

(En milliers d'euros)	2025	2024
PGE	9 436	12 869
Créances saines	6 573	11 099
Créances douteuses	2 863	1 770
Prime rapportée au résultat	0	1
Nombre de PGE	163	179

(En milliers d'euros)	9197	2024
Crédits restructurés	4 961	6 179
Créances saines	0	61,0
Créances douteuses	4 961	6118

5.2.3. Note n° 3 : Couverture des créances douteuses de la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Concours bruts à la clientèle (sains & douteux)	130 527	94 490
Créances douteuses	22 373	27 203
VNI client douteux	585	142
douteux : dépôts garantie et Autres Sommes Dues plafonnés à l'exposition	-1 138	-1 249
Clients douteux nets	21 820	26 096
Provisions sur créances douteuses	-16 909	-15 604
Clients douteux : risque net	4 911	10 492
Taux de créances douteuses dans les concours clientèle bruts	17 %	29 %
Taux global de couverture des créances douteuses	77 %	60 %
Provision sectorielle clients		

5.2.4. Note n° 4 : Portefeuille titres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	brut	provisions	net	brut	provisions	net
Titres de placement						
Actions et autres titres à revenu variable						
Obligations et Titres à revenu fixe						
Titres d'investissements						
Effets publics	30 940		30 940	31 315		31 315
Créances rattachées	305		305	287		287
Autres titres d'investissement - tx fixe	235 000		235 000	219 796		219 796
Autres titres d'investissement - tx variable	19 257		19 257	20 000		20 000
Créances rattachées	12 205		12 205	4 686		4 686
TOTAL	297 707		297 707	276 084		276 084

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025							31/12/24
Portefeuille par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Titres de placements								
Actions - titres à revenu variable								
VALEURS NETTES AU BILAN								
Titres d'investissements								
Effets publics			30 940		30 940	305	31 245	31 315
Autres titres d'investissements		20 000	55 000	179 257	254 257	12 205	266 462	244 769
VALEURS NETTES AU BILAN		20 000	85 940	179 257	285 197	12 511	297 707	276 084
TOTAL		20 000	85 940	179 257	285 197	12 511	297 707	276 084

<i>(En milliers d'euros)</i> Portefeuille - Variations	Total au 31/12/2024	Acquisit.	Transferts et autres mouvmts (1)	Rembst ou cessions	Amort. Primes/ Surcotes	Variation des intérêts courus	Dépréc.	Total au 31/12/2025
Titres de placements								
Actions - titres à revenu variable								
VALEURS NETTES AU BILAN								
Titres d'investissements								
Effets publics	31 315			-300	-75			30 940
Créances rattachées	287					18		305
Autres titres d'investissements	239 796	50 000	-539	-35 000				254 257
Créances rattachées	4 686					7 519		12 205
VALEURS NETTES AU BILAN	276 084	50 000	-539	-35 300	-75	7 519		297 707
TOTAL	276 084	50 000	-539	-35 300	-75	7 519		297 707

(1) Dont variation en devise

La valeur de marché du portefeuille de titres d'investissements au 31/12/2025 est de : 284 238 K€

5.2.5. Note n° 5 : Mouvements sur l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS (valeur brute) <i>(En milliers d'euros)</i>	Montant Brut 2024	Acquisit.	Cessions	Autres variations	Montant Brut 2025
Immobilisations Incorporelles	12 228	1 272	-12 120	0	1 380
Immobilisations incorporelles en cours	0	1 311	-20	0	1 291
Immobilisations Financières	873	45			919
Immobilisations Corporelles	3 022	130	-163	0	2 989
Terrains	0		0		0
Constructions	0		0		0
Installations	1 775	0	0	0	1 775
Matériel informatique et mobilier de bureau	1 247	130	-163	0	1 214
Véhicules	0				0
Total Brut	16 123	2 759	-12 302	0	6 580

L'augmentation des immobilisations financières concerne l'appel de fonds du FGDR (+ 18 K€) et le règlement du prêt à l'Effort Construction (+ 27 K€).

La diminution des immobilisations incorporelles (qui étaient pour partie dépréciées au 31.12.2024 pour 1.207 K€) est liée à la bascule du core banking system du modèle On-Premise à un fonctionnement en services managés. Elles ont été mises au rebut en cours d'exercice pour une valeur brute de 12 282 K€

AMORTISSEMENTS <i>(En milliers d'euros)</i>	Amort. 2024	Augment.	Diminutions	Autres variations	Amort. 2025
Immobilisations Incorporelles	10 935	1 519	-11 584	0	869
Immobilisations Corporelles	1 342	415	-154	0	1 604
Terrains					
Constructions	0	0	0		0
Installations	642	197	0	0	839
Matériel informatique et mobilier de bureau	701	218	-154	0	765
Véhicules	0				0
Total Amortissements & provisions	12 277	1 934	-11 738	0	2 473

PROVISIONS <i>(En milliers d'euros)</i>	Amort. et provisions 2024	Augment.	Diminutions	Autres variations	Amort. et provisions 2025
Immobilisations Incorporelles	1 207		-1 207	0	0
Immobilisations Corporelles	17	0	-17	0	0
Terrains					
Constructions					0
Installations				0	0
Matériel informatique et mobilier de bureau	17		-17	0	0
Véhicules	0				0
Total Amortissements & provisions	1 224	0	-1 224	0	0

Suite à ces mises au rebut, la provision pour dépréciation constatée au 31/12/2024 a été entièrement reprise.

IMMOBILISATIONS (valeur nette) <i>(En milliers d'euros)</i>	Montant Net 2024	Augment.	Diminutions	Autres variations	Montant net 2025
Immobilisations Incorporelles	86	-246	671	0	511
Immobilisations Incorporelles en cours	0	1 311	-20	0	1 291
Immobilisations Financières	873	45	0	0	919
Immobilisations Corporelles	1 662	-285	8	0	1 386
Total Net	2 622	825	660	0	4 107

5.2.6. Note n° 6 : Ventilation des autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros)	ACTIF		PASSIF	
	2025	2024	2025	2024
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres			88	88
Débiteurs ou créditeurs divers	2 568	3 644	3 260	3 330
Total	2 568	3 644	3 348	3 419

Le solde antérieur passif du compte de règlement sont des règlements sur titres sur clients non identifiés

Les débiteurs divers incluent 1,2 M€ d'acomptes / IS

5.2.7. Note n° 7 : Ventilation des comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	ACTIF		PASSIF	
	2025	2024	2025	2024
Comptes d'encaissement	64	43		
Compte d'ajustement devises	4 410	4 847	4 716	5 595
Produits à recevoir et Charges à payer	55	111	8 738	5 835
Charges et produits constatés d'avance	1 360	249	898	497
Autres comptes de régularisation	4 216	2 394	2 451	1 940
Total	10 104	7 645	16 803	13 867

5.2.8. Note n° 8 : Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 737		1 737	1 202		1 202
Autres sommes dues	337		337	518		518
Sous-Total	2 074	0	2 074	1 720	0	1 720
Dettes rattachées	4		4	1		1
Total	2 079	-	2 079	1 721	0	1 721

5.2.9. Note n° 9 : Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'euros)	2025			2024
	A vue	A terme	Total	Total
Comptes ordinaires de la clientèle	667 141		667 141	571 766
Dépôts de garantie	36 900		36 900	31 436
Comptes créditeurs à terme		34 302	34 302	40 531
Autres sommes dues à la clientèle	16 539		16 539	21 164
Sous-Total	720 580	34 302	754 883	664 897
Dettes rattachées	1026	0	1 026	747
Total	721 607	34 302	755 909	665 644

5.2.10. Note n° 10 : Dette Subordonnée

(En milliers d'euros)	2025	2024
Dette subordonnée	10 000	10 000

Les caractéristiques de cette dette sont les suivantes :

Emprunt de 10 M€ dont les fonds ont été réceptionnés en décembre 2022

Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 2,40 %

Emprunt à maturité indéterminée

Conditions éventuelles d'un remboursement :

- liquidation de la Banque

Autres possibilités, mais pas avant un délai de 5 ans à compter de la réception des fonds :

- si remplacement du prêt par des instruments de fonds propres de qualité égale ou supérieure

- si fonds propres après remboursement dépassent les exigences prévues à l'article 92 §1 du CRR

- si changement de la législation fiscale impactant de manière significative le traitement du prêt

- si changement de classification réglementaire du prêt

5.2.11. Note n° 11 : FRBG

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024	Dotation	Reprise	2025
FRBG	850	100		950

Conformément à l'article 3 du règlement CRBF n° 90-02 la banque a comptabilisé en 2025 une dotation aux Fonds pour Risques Bancaires et Généraux (FRBG) de 100 K€.

5.2.12. Note n° 12 : Capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Mouvements de l'exercice		31/12/2025
		Augmentation	Diminution	
Capital	25 000			25 000
Nombre d'actions (le capital est entièrement libéré)	1 562 500	0		1 562 500
Réserves	11 312	0	0	11 312
- Réserve légale	2 500	0		2 500
- Autres réserves	8 812	0	0	8 812
Report à nouveau	8 589	2 354	0	10 943
Total des Capitaux Propres	44 902	2 354	0	47 255
Provisions réglementées & subvent d'invest	0			-
Résultat de l'exercice	2 354	2 661	-2 354	2 661
Total	47 255	5 015	-2 354	49 916

5.2.13. Note n° 13 : Créances et dettes rattachées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
POSTES DE L'ACTIF CONCERNES		
Effets publics et valeurs assimilées	305	287
Créances sur les établissements de crédit	617	1 399
Créances sur la clientèle	223	229
Opérations sur titres d'investissement	12 205	4 686
Total des intérêts et commissions	13 351	6 601
POSTES DU PASSIF CONCERNES		
Dettes sur les établissements de crédit	4	1
Comptes créditeurs de la clientèle	1026	747
Total des intérêts	1 031	748

5.2.14. Note n° 14 : Opérations avec les parties liées

<i>(En milliers d'euros)</i>	Dont opérations se rapportant à des entreprises liées (1)
EN BILAN	
Créances sur les établissements de crédit	0
Créances sur la clientèle	0
Dettes envers les établissements de crédit	0
Comptes créditeurs de la clientèle	
Dettes subordonnées	10 000
<i>(non comprises les créances et dettes rattachées)</i>	
EN HORS BILAN	
Engagements de financement donnés	0
Engagements de garantie donnés	0
Autres engagements donnés	0
Engagements de garantie reçus	0

Hors la dette subordonnée, les autres transactions avec des parties liées sont conclues aux conditions normales de marché.

5.2.15. Note n° 15 : Ventilation des créances et des dettes par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	A vue et - 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL 31/12/2025
Créances sur les Etablissements de Crédit	82 803	0	45 000		127 803
Créances clientèle	72 361	10 107	26 739	4 410	113 617
Total Actif	155 164	10 107	71 739	4 410	241 420
Dettes envers les Etablissements de Crédit	2 079				2 079
Comptes créditeurs de la clientèle	692 670	18 118	8 221	36 900	755 909
Total Passif	694 749	18 118	8 221	36 900	757 988

5.2.16. Note n° 16 : Répartition des opérations en devises

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025		2024	
	Montants	%	Montants	%
ACTIF				
- Euros	829 343	99 %	730 078	98 %
- Devises	11 629	1 %	15 713	2 %
Total Actif	840 972	100 %	745 791	100 %
PASSIF				
- Euros	829 343	99 %	730 078	98 %
- Devises	11 628	1 %	15 713	2 %
Total Passif	840 972	100 %	745 791	100 %

5.3. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**5.3.1. Note n° 17 : Ventilation des engagements donnés et reçus**

HORS BILAN <i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024	Variation
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	41 194	47 377	-13 %
Engagements de garantie d'ordre d'Ets de Crédit	8 531	6 887	24 %
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	24 828	25 110	-1 %
Engagements douteux	5 111	7 690	-34 %
Autres engagements donnés (1)	448	438	2 %
Total Engagements Donnés	80 113	87 501	
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de garantie reçus d'Ets de Crédit (2)	14 739	19 246	-23 %
Engagements de garantie reçus de la clientèle (3)	117 326	96 998	21 %
Total Engagements Reçus	132 065	116 243	

(1) Indemnité Fin de Carrière **448 K€**(2) La variation des engagements reçus des établissements de crédit (-4 507 K€) s'explique principalement par une diminution des garanties BPI-PGE de **4 575 K€** : -4 378 K€ lié à l'amortissement normal des crédits et -197 K€ versements BPI.Le solde reste composé principalement des garanties reçues de la BPI pour **11,3 M€**, dont **8,5 M€** au titre des PGE.(3) dont garanties reçues des clients douteux de **13 673 K€****(*) Engagements donnés – Indemnités de Fin de Carrière**

Les hypothèses retenues pour le calcul des Indemnités de Fin de Carrière ont été actualisées en 2025 pour tenir compte des données les plus récentes.

- Taux de rotation :
 - o Fort si + 15 %
- Méthode de calcul : ANC 2021
- Augmentation des salaires : 2 % constant
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de Charges sociales : 46.73 %
- Taux d'actualisation Iboxx Euro Corporates AA 10+ : 3,73 %
- Base : départ volontaire
- Table de mortalité par génération de 2005 (TGH05 et TGF05) distinguant les hommes et les femmes.
- Convention collective : Banque

Le montant calculé au 31/12/2025 est de 448 068 euros.

5.4. INFORMATIONS SUR LE RESULTAT

5.4.1. Note n° 18 : Ventilation des intérêts

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations de trésorerie et interbancaires (1)	9 157	-486	8 671	16 024	-123	15 901
Opérations avec la clientèle	7 418	-1 919	5 498	5 995	-2 739	3 256
Opérations sur titres (2)	12 122	-81	12 040	5 768	-51	5 716
Total intérêts	28 696	-2 486	26 210	27 786	-2 913	24 873

(1) Variation de 6 867 k€ s'explique par la baisse des taux directeurs progressive enclenchée depuis 2^e semestre 2024 sur les titres,
(2) Hausse des taux longs en 2025 8 nouvelles acquisition pour 50M€

5.4.2. Note n° 19 : Ventilation des commissions

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations avec les établissements de crédit	278	-63	215	276	-54	222
Opérations avec la clientèle	19 526	-38	19 488	17 490	-73	17 417
Opérations de change	97	-2	95	82	-2	80
Prestations de services pour compte de tiers	3 090	-2 369	722	2 909	-2 105	804
Total commissions	22 992	-2 471	20 520	20 757	-2 234	18 524

5.4.3. Note n° 20 : Ventilation des pertes et profits bancaires et non bancaires

(En milliers d'euros)	2025			2024		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations avec les établissements de crédit			0			0
Opérations avec la clientèle	98	-116	-18	49	-164	-115
Charges refacturées	0		0	0		0
Autres charges & produits non bancaires	70	-369	-299	296	-300	-4
Total	168	-485	-317	345	-464	-119

5.4.4. Note n° 21 : Ventilation des charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel (1)	10 886	9 747
Autres charges	27 147	14 788
Total	38 033	24 535

(1) Dont salaires (6 750 K€), charges sociales (2 910 K€)

La variation des autres charges d'exploitation s'explique principalement par une correction de la part de TVA non déductible (4 M€) et une augmentation des honoraires de consulting et dépenses informatiques (7.9 M€).
Pour rappel en 2024, la partie des charges liées à l'externalisation du core banking system avait été classée en exceptionnel (4 M€).

5.4.5. Note n° 22 : Flux de provisions à l'actif et au passif

Provisions clientèle (hors agios compromis)	Stock au 31/12/24	Charges	Produits		Charges	Produits		Stock au 31/12/25
		Coût Du Risque			PNB			
		Dotations	Reprises	Reprises Utilisée	Dotations	Reprises	Reprises Utilisée	
Provisions inscrites en déduction des éléments d'actifs								
Prov. s/opérations avec la clientèle	15 603	4 358	-2 284	-353	625	-1 039	-2	16 909
Prov° débiteurs divers		600						600
Total (I)	15 603	4 958	-2 284	-353	625	-1 039	-2	17 509
Provisions p/risques inscrites au passif								
Prov. s/opérations avec la clientèle	0							0
Autres provisions pour risques	397	41	0	-90	299		-68	579
Prov. s/engagements par signature	1 362	0	0	-1 255		0	0	107
Provisions pour risques contentieux	692							692
Prov. collective sur encours de crédit	0		0					0
Total (II)	2 451	41	0	-1 345	299	0	-68	1 378
Pertes sur créances irrécouvrables								
couvertes par des provisions des éléments d'actifs				353			2	
couvertes par des provisions inscrites en passif				1 345			68	
non couvertes par des provisions		50						
Récupérations s/créances amorties								
s/créances avec la clientèle				-217				
Total (III)		50	0	1 480	0	0	70	
Total (I+II+III)		5 049	-2 284	-217	924	-1 039	0	
Dotations nettes aux provisions			2 548			-115		
Autres risques opérationnels			35					
TOTAL COUT DU RISQUE			2 583					

5.4.6. Note n° 23 : Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat exceptionnel		4 056

En 2024 le résultat exceptionnel a regroupé l'ensemble des dépenses relatives à l'adaptation de l'environnement informatique antérieur à l'externalisation du core banking system.

En 2025, conformément au règlement ANC n° 2022-06, aucune dépense n'a été classée en résultat exceptionnel

5.4.7. Note n° 24 : Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	Résultat avant IS	IS	Résultat après IS
Résultat courant	4 844	-2 083	2 761
FRBG (Fond pour Risques Bancaires Généraux)	-100	0	-100
Impôt étranger	0	0	0
Résultat comptable	4 744	-2 083	2 661

5.5. INFORMATIONS DIVERSES**5.5.1. Actionnariat**

FIDUCIAL FINANCIAL SERVICES : détention à 99.99 %

5.5.2. Effectif moyen

	Catégories		
	Cadres	Employés	
Femmes	47,4	29,4	76,9
Hommes	38,0	21,7	59,7
TOTAL	85,4	51,2	136,6

5.5.3. Rémunérations des dirigeants

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Montant des rémunérations allouées		
Directoire et Conseil de Surveillance	427	552

5.5.4. Rémunérations des commissaires aux comptes

Les honoraires figurant au compte de résultat se décomposent comme suit :

- Cabinet ESCOFFIER : certification des comptes : 42 950 €
- Cabinet CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES : certification des comptes : 42 950 €

5.5.5. Renseignements concernant les filiales et participations

Participations détenues à plus de 10 % par la Banque Fiducial : Néant

Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations, Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (en valeur brute et nette) : cf note 4.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et de ceux des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels,

1°/ approuve la proposition du Conseil de Surveillance et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève 2 661 120,18 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	2 661 120,18 €
Auquel s'ajoute le compte « report à nouveau créditeur »	10 942 890,54 €
Formant un bénéfice distribuable de	13 604 010,72 €
Affectation :	
- Au compte « report à nouveau créditeur »	13 604 010,72 €

2°/ constate, en outre, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'au titre des trois derniers exercices, aucun dividende n'a été distribué par la société.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social à COURBEVOIE (92400) - 41, Rue du Capitaine Guynemer.